

# L'évaluation des choix technologiques: démarches participatives et décisions durables

**Sezin Topçu**  
Costech/TSH  
[Sezin.topcu@utc.fr](mailto:Sezin.topcu@utc.fr)

Séminaire DD1  
Développement Durable et Technologie  
19/01/2009

## L'entrée du thème de la participation dans les domaines scientifiques et techniques

- « **Le progrès en procès** »: l'impact des critiques des années 1970
- L'apport des sciences sociales
  - Du **modèle déficitaire** au **modèle de co-construction** des savoirs
- La **multiplication des crises** sanitaires et environnementales
- L'irruption d'une « **société du risque** » (Beck)

## La participation du public: quelles promesses?

- **Une démarche « démocratique »**
  - Vers la construction collective de l'intérêt général
- **Assure la durabilité d'un projet**
  - Complexité des enjeux: vers une meilleure décision
  - L'apprentissage collectif et la gestion des incertitudes
- **Permet l'acceptabilité sociale d'un projet**
  - restaurer la confiance dans les institutions
  - Renforcer la légitimité de l'action publique
  - Gérer la « contestabilité » d'un projet (T. Hommel)

## La participation de qui? La participation à quoi?

- **Une inflation d'interlocuteurs**
  - Public, simple citoyen, personnes concernées, populations locales, population nationale, acteurs associatifs...
- **Une multiplicité des formes d'appel au public**
  - Information
  - Expertise
  - Consultation
  - Concertation / décision

Formes de participation du public : le cas du nucléaire				
Participation	P1 (1969-1979)	P2 (1979-1986)	P3 (1986-1996)	P4 (1996-2006)
Information	Conseil Supérieur d'Information sur l'Energie Nucléaire (1977-1982)	CLI	CLI CLIS (Bure, 1994- )	CLI CLIS ANCLI (2000- )
Expertise (permanente)			Le Conseil Supérieur de la Sûreté et de l'Information Nucléaire (1987-)	Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (2006) Comité Scientifique de Cadarache Comité Supérieur d'Hygiène Publique en France Réseau National des Mesures
Expertise (durée déterminée)		Commission Castaing (1982-1986) Commission Hugon (1981)	Visite décennale de Fessenheim (1987)	Visite déc. Fessenheim (1997) Groupe Radio-Ecologie Nord Cotentin (1997-) Commission Aurenge (2002-08) GEP Mines Limousin (2006-)
Consultation			Auditions publiques sur les déchets (oct-nov. 1990) Mission de médiation sur le laboratoire souterrain (1993) Auditions publiques dans 8 départements susceptibles d'accueillir le labo souterrain (octobre-novembre 1994)	Débat national énergie (2003) Débats publics (2005-06)
Concertation Décision	Référendum à Flamanville (1975), Port-la-Nouvelle (6 avril 1975), Golfech (1 juin 1975), Montjean et Lire (Maine-et-Loire, 1975)			Enquêtes publiques sur les 4 sites retenus pour un laboratoire souterrain (1997) Mission Granite (1999)

## Un éventail d'« innovations » démocratiques

- Jury de citoyens
- Conférences de consensus
- *Scénario workshops*
- *Focus groups*
- Débats publics
- *Policy exercise rôle play*
- .....

## La conférence de citoyens

- **1987:** 1<sup>ère</sup> *conférence de consensus* sur les biotechnologies (Danemark)
- **En France**
  - OGM (1998)
  - Changement climatique (2002)
  - L'eau et le devenir des boues d'épuration (2003)
  - Les nanotechnologies (2007)

## La conférence de citoyens: principes et mise en œuvre

- **Constitution d'un panel de citoyens**
  - 10-15 personnes tirées au sort
  - neutralité, « bon sens »
  - formation : vers le « super citoyen »
  - « Citoyen jetable »
- **Constitution d'un panel d'experts**
  - Universitaires, industriels, associatifs...
- **Conférence publique**
- **Rédaction des recommandations des citoyens**
  - La divergence d'avis peut-être soulignée
  - Texte final ↔ cadrage du débat

## Recommandations du panel des citoyens sur les OGM (1998)

Thème	Recommandations
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Interdiction des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques</u> comme outils de sélection</li> <li>• Réforme de la CGB</li> </ul>
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les recherches sur les impacts sur l'environnement</li> <li>• Création d'une <u>banque mondiale des semences</u> modifiées</li> </ul>
Aspects économiques, information du consommateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création des filières séparées pour permettre la traçabilité des OGM</li> <li>• L'instauration d'une <u>politique d'étiquetage responsable</u></li> </ul>
Aspects juridiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'un dispositif législatif spécifiquement pour les OGM</li> </ul>
Aspects politiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Augmenter les moyens de la recherche publique</u> consacrés aux OGM (pour leur développement et leur contrôle)</li> </ul>

*« Le résultat est très satisfaisant. Les citoyens ont bien compris les enjeux. Mais, si pour obtenir ce résultat, il faut former 300 millions de citoyens européens pendant deux semaines, on va perdre un peu de temps »*  
 (Entretien avec un expert de Danone)

*« Les citoyens n'étaient pas loin de demander un moratoire. A mon avis, ils ne l'ont pas fait parce qu'ils avaient peur d'être taxés d'irresponsables »*  
 (Entretien avec un expert de Greenpeace France)

## Recommandations du panel des citoyens sur le changement climatique (2002)

Thème	Recommandations
<b>Mesures pour réduire l'émission des gaz à effet de serre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les consommations d'énergie sous toutes leurs formes; promouvoir les énergies renouvelables ; prévoir un plan de <u>sortie du nucléaire</u> sur le long terme</li> <li>• Favoriser le transport en commun et le vélo; <u>taxer la climatisation automobile</u>; augmenter la subvention pour isolation thermique des bâtiments</li> <li>• Créer un fond mondial d'indemnisation des catastrophes dues aux CC</li> </ul>
<b>Négociations internationales et relations Nord-Sud</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution des GES des pays du Nord en particulier</li> <li>• Confier à une <u>organisation indépendante et supranationale</u> l'encadrement du système de régulation par les puits de carbone ainsi que du <u>permis d'émissions</u></li> <li>• Assouplir la position européenne vis-à-vis des mécanismes de flexibilité proposés par les USA; <u>taxer le kérosène</u></li> </ul>
<b>Information citoyenne, comportements individuels et collectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement des campagnes d'information sur le sujet</li> <li>• <u>Soutenir les associations</u> de lutte contre le CC</li> <li>• Déclaration d'une année de lutte contre l'effet de serre sous l'égide de l'ONU; déclaration d'une journée nationale de lutte contre le CC</li> </ul>

## Limites du dispositif de conférence de citoyens

- **Le problème de légitimité du panel des citoyens**
  - Peu d'impact sur la prise des décisions en France
  - Espoirs: exemples du Danemark et de l'Allemagne
- **Manque de statut juridique**
  - Élaboration d'un cadre juridique par un groupe de chercheurs depuis 2005 (M. A. Hermitte, M. Callon)
  - Vers une « **convention des citoyens** »
- **Problème de médiatisation de l'événement**

## Le débat public

- **La loi Barnier (1995; 2002) relative au renforcement de la protection de l'environnement**
  - La création de la CNDP
- **Deux types de « parties prenantes »**
  - **Acteurs du débat** (industriels, pouvoirs publics, ONG, syndicats)
  - **Public**
- **Plusieurs dizaines de débats publics depuis 1997**
  - Ports (e.g. Havre), autoroutes, lignes THT, lignes à grande vitesse, tramways, extension d'usines, projet d'aéroport (e.g. Havre), EPR, ITER, déchets nucléaires....

## Le débat public sur l'EPR (2005-2006): mise en œuvre

- **Un débat national** sur l'EPR « tête de série »
- EPR ↔ déchets ↔ lignes THT ↔ ITER
- **Phase préparatoire**
  - La **recherche des « partenaires »** au sein du monde associatif
  - Elaboration d'un « **cahier collectif d'acteurs** »
- **Crise 1: Vote au Parlement (23 juin 2005)**
  - « Le débat public est possible et souhaitable »
- **Crise 2: « Secret défense » (septembre 2005)**
  - Départ des principales ONG
  - **Stop ou encore?**

## Le débat public sur l'EPR (2005-2006): déroulement

- **Phase opérationnelle**
  - 21 débats publics organisés dans 18 villes françaises (nov. 2005- fév. 2006)
  - Boycott: du débat public au « débat bidon »
  - Coût de l'opération: ~ 3 millions d'Euros
- **Participation du public**
  - 4200 personnes au total (200 p/débat)
  - Une large médiatisation (plus de 600 articles)

## Conclusions et apports du débat public sur l'EPR (1/2)

- « **Débat sur le débat** »
  - La vocation et le cadrage du débat contesté
- **L'évaluation des besoins énergétiques**
  - Besoin de scénarios plus diversifiés et débattus dans le cadre d'une expertise pluraliste
- **Des positions tranchées pour ou contre l'EPR**
  - L'éloge des avantages économiques à Flamanville
- **Accent mis sur les problèmes de la sûreté**; la privatisation d'EDF; le statut des autorités de sûreté
- L'omniprésence des inquiétudes liés au **problème des déchets**

## **Conclusions et apports du débat public sur l'EPR (2/2)**

- **Caractère incertain du « public »**
  - Problème de médiatisation de l'événement
- **Peu d'impact sur la prise des décisions**
- **L'objectif d'un débat public est souvent renégocié au cours du processus**
  - Consultation → information et transparence
- **L'irruption de nouvelles questions** (e.g. risque terroriste)
- **L'ouverture de nouvelles pistes d'expertise et de recherche**
  - Mise en place d'une mission d'expertise sur la transparence
  - Refus d'une autre expertise sur le risque de chute d'avion

## **Les dilemmes de la participation**

- Avancée démocratique ou illusion politique?
- Lieu d'intégration ou fabrique d'exclusion politique? (Y. Sintomer)
- Représentativité sociale (diversité sociale) vs. représentativité politique (diversité d'opinions politiques) (L. Blondiaux)
- Argumentation rationnelle vs. scientification de la politique

## Quelques références

- *M. Callon/P. Lascoumes/Y. Barthe, Agir dans un monde incertain, Paris, Seuil, 2001.*
- *L. Blondiaux, Le nouvel esprit de la démocratie, Paris, Seuil, 2008.*
- *D. Bourg/D. Boy, Conférence de citoyens. Mode d'emploi, Paris, C.L. Mayer, 2005.*
- *A. Irwin, Citizen Science. A Study of People, Expertise and Sustainable Development, Routledge, 1995.*

### Panel des experts (OGM)

- 10 chercheurs (universités, CNRS)
- 4 experts des pouvoirs publics
- 7 experts de l'industrie
- 4 experts syndicaux
- 1 expert des ONG
- 1 expert des partis politiques (les Verts)

### Panel des experts (Climat)

- 6 chercheurs (universités, CNRS)
- 8 experts des pouvoirs publics
- 3 experts de l'industrie
- 2 experts syndicaux
- 2 experts des ONG
- 2 experts indépendants
- 1 journaliste
- 1 homme politique